

Nouveautés et hausse d'effectifs pour les conseils de la région



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 2 septembre 2008 à 8:17

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

C'était la rentrée pour les élèves du Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario (CÉPEO) et du Conseil des écoles catholiques de langue française du centre-est (CÉCLFCE), mardi dernier. Du côté de CÉPEO, on décrit la rentrée par le mot : plus. Plus d'élèves, plus de programmes et plus de stratégies axées sur la réussite des élèves.

Parmi les nouveautés, soulignons un accès plus juste à une éducation de qualité puisque les fournitures scolaires sont désormais offertes gratuitement par le conseil aux élèves de la maternelle à la 6e année. Les élèves de la 9e à la 12e bénéficieront également d'un laissez-passer annuel d'OC Transpo afin qu'ils puissent accéder aux programmes spécialisés offerts dans les écoles secondaires.

Le conseil public lance aussi, cette année, une dizaine de nouvelles valeurs humaines, pour les élèves de la maternelle à la 12e année, afin qu'ils deviennent de bons citoyens.

De nouvelles majeures hautes spécialisations verront également le jour.

Devant la popularité du projet *Français en famille*, le conseil poursuit sa diffusion dans huit nouvelles écoles, cette année. Le programme vise à favoriser la francisation du parent par des activités de compréhension du vocabulaire pédagogique et scolaire en français et s'adresse aux parents d'élèves de la maternelle à la 1re année.

«(Au CÉPEO), nous poursuivons ensemble la réalisation des trois priorités de notre cadre d'imputabilité : l'amélioration du rendement des élèves, la réduction des écarts et l'accroissement de la confiance du public», fait valoir le président du CÉPEO, Georges Orfali.



Le CÉPEO célèbre également son 10e anniversaire, cette année. Une célébration simultanée aura lieu, le 4 septembre, dans la plupart des écoles. Un vin et fromage qui avec des invités de marque aura également lieu le 29 octobre.

Dans les écoles catholiques

Du côté du CÉCLFCE, environ 600 élèves de plus que l'an dernier sont sur les bancs d'école. Cette forte hausse entraînera l'embauche davantage de personnel. L'année scolaire 2008-2009 est également marquée par de nouvelles constructions. Un financement a été accordé au CÉCLFCE pour la construction d'une nouvelle école élémentaire de 434 places-élèves dans le secteur Avalon (Orléans) dans l'est de la ville d'Ottawa. L'ouverture de cette école est prévue pour l'hiver 2010. La construction de l'École élémentaire catholique Montfort va bon train. À Barrhaven, la construction de la nouvelle école secondaire catholique débutera dès cet automne. Dans les deux cas, les élèves pourront profiter des nouvelles installations dès l'automne 2009.

Quelques 52 nouvelles places en garderie sont également créées aux services de garde dans les Écoles élémentaires catholiques Marius-Barbeau et des Voyageurs. Les parents du secteur sud de la ville d'Ottawa et du secteur Orléans pourront bénéficier de 26 places additionnelles dans chacune de ces garderies.

Au secondaire, le CÉCLFCE ajoute également des programmes spécialisés. Les programmes 911 – Loi et sécurité, Mode et design, Énergie électrique, Arts culinaires, Informaticien ADMIN, Informatique et technologie de l'information, Transport ainsi que Services communautaires sont offerts au cours de l'année scolaire 2008-2009.

«Quoique les taux de réussite et de diplomation de nos élèves dépassent les normes fixées par le ministère de l'Éducation, le CÉCLFCE ne cesse d'innover afin de mettre sur pied des programmes pouvant rejoindre tous les élèves, notamment ceux qui sont à risque de décrocher», indique la directrice de l'éducation, Lise Bourgeois.

Afin de demeurer à la fine pointe de la technologie, le CÉCLFCE s'est aussi doté d'une soixantaine de SmartBoards, ces tableaux blancs interactifs qui, entre autres, facilitent la préparation des cours pour les enseignants, et facilitent l'apprentissage de la matière par certains élèves qui préfèrent ce mode de livraison dynamique.

Orléans accueillera le Centre des métiers de La Cité collégiale Il ne manque plus que le financement du fédéral



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 2 septembre 2008 à 8:22

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Le projet de Centre des métiers de la construction de La Cité collégiale (LCC) verra bel et bien le jour à Orléans. En effet, le conseil municipal a approuvé le don du terrain convoité par l'institution, situé à l'intersection de la route 174 et du chemin Trim, jeudi dernier.

L'institution avait également reçu un appui de taille, mardi, de la part du gouvernement provincial, soit l'octroi de 6 750 000 \$ pour la construction du nouveau centre. Le ministre de la Formation et des Collèges et Universités, John Milloy, en a fait l'annonce au Centre de Service à la clientèle, à Orléans.

La construction est prévue entre le printemps 2009 et juin 2010. Le Centre devrait donc ouvrir ses portes en septembre 2010.

La présidente de LCC, Andrée Lortie était très heureuse de l'investissement du gouvernement provincial et espère maintenant avoir l'appui du gouvernement fédéral.

Le nouveau centre permettra également la création de nouveaux programmes comme la climatisation des résidences et la plomberie en passant par l'énergie renouvelable ainsi que les techniques des bâtiments écologiques.

«Les programmes actuels ne seront pas seulement déménagés dans le nouveau



Le ministre de la Formation et des Collèges et Universités, John Milloy et le député d'Ottawa-Orléans, Phil McNeely, lors de l'annonce de mardi. Photo : Étienne Ranger

centre, mais également mis à jour. Un centre de recherche appliquée sera aussi créé», a expliqué Mme Lortie avec un grand enthousiasme.

Celle-ci est également très heureuse de l'emplacement puisqu'il permettra de desservir les communautés d'Ottawa, d'Orléans et de tout l'Est ontarien dont Prescott et Russell, qui représente une grande clientèle pour LCC.

Mme Lortie a également poursuivi son allocution en rappelant que le secteur des métiers de la construction connaît une grande pénurie de main d'œuvre.

«D'ici 2015, il y aura plus de 7000 postes vacants dans le domaine de la construction dans l'Est ontarien», a-t-elle indiqué, d'où l'importance de dédier un centre aux métiers de la construction.

Le nouveau centre permettra de doubler le nombre de diplômés, passant de 358 en 2008 à 700 en 2012 et d'ajouter 40 000 pieds de superficie d'apprentissage.

Les nombreux dignitaires réunis pour l'annonce de mardi dernier ont également reconnu l'engagement du député d'Ottawa-Orléans, Phil McNeely dans le projet.

Celui-ci a également déclaré que ça ne prendrait pas beaucoup de temps avant de voir de l'action sur le terrain à l'angle de la route 174 et du chemin Trim.

Le mercredi 03 sept 2008

Des bracelets GPS contre le décrochage

[Mathieu Perreault](#)

La Presse

Les décrocheurs du comté texan de Bexar n'ont qu'à bien se tenir. Dans les écoles de ce quartier populaire de San Antonio, les élèves qui manquent l'école pendant plus d'un mois et demi seront surveillés nuit et jour au moyen de bracelets GPS qu'ils porteront à leur cheville.

Les adolescents qui «participeront» au projet pilote de six mois auront de 15 à 17 ans. S'ils dépassent les limites de l'école pendant la journée, ou un périmètre convenu autour de leur résidence le soir et la nuit, une alarme avertira un surveillant au bureau du procureur.

«Un autre comté de l'État fait cela depuis quatre ou cinq ans, et ça a réduit de 95% le décrochage chez la clientèle visée, dit la juge Linda Penn, qui a mis sur pied le projet du comté de Bexar. Je pense que la simple peur du bracelet GPS fera le travail.»

Le problème du décrochage, selon la juge Penn, est qu'il facilite l'entrée des jeunes dans les gangs de rue. «Sans décrochage, vous avez beaucoup moins de nouveaux jeunes criminels, assure-t-elle au cours d'un entretien téléphonique. C'est un problème important dans notre comté, qui compte 1,2 million d'habitants.» Elle pense que la mesure ne fera pas l'objet de contestation judiciaire. L'ACLU, une ONG militant pour les droits civiques, a indiqué à l'Associated Press son inquiétude devant le programme, mais n'a pas annoncé de poursuite.

Le coût du projet pilote, 100 000\$US, devrait être assumé par les écoles du comté, espère la juge Penn. Entre 50 et 75 élèves devraient y être conscrits, mais la juge Penn assure que le surveillant pourra se charger d'une centaine d'élèves si besoin est.

Une approche impensable au Québec

À l'Université de Montréal, la professeure de droit Violaine Lemay, spécialiste du droit de la jeunesse, estime que cette approche serait impensable au Québec, tant au niveau de la philosophie de la Direction de la protection de la jeunesse, que de la loi proprement dite. «Plus on renforce le caractère carcéral de l'école, plus on renforce la volonté de s'en évader, dit Me Lemay. Au Québec, un directeur d'école qui constate des absences répétées doit tout d'abord contacter les parents, puis ensuite seulement la DPJ, qui doit prouver que l'absence de fréquentation scolaire compromet la sécurité de l'enfant. La liberté des personnes est très protégée au Canada. Les jeunes ont aussi droit à l'égalité. Si l'employeur d'un adulte le soupçonne de ne pas travailler assez, il n'a pas le droit de le surveiller avec un bracelet GPS. C'est la même chose pour les jeunes et l'école.»

Vision marquée par l'ignorance

Au-delà des considérations juridiques, Me Lemay est «triste» de voir cette histoire. «C'est une vision naïve du monde, profondément marquée par l'ignorance. On se dit que s'il y a moins de liberté, les jeunes vont avoir moins le goût de la liberté et plus le goût de l'école. Au contraire. Il y a une grande méconnaissance des travaux

scientifiques sur le problème du décrochage scolaire. Ce qu'il faut, c'est intervenir durant l'enfance, intervenir auprès des mères de familles monoparentales: au lieu d'un bébé secoué, d'un enfant qui apprend la violence, la mère peut lâcher son stress.»

Mais s'il n'y a pas eu d'intervention durant l'enfance, que faire avec un adolescent décrocheur? «L'école n'est pas nécessairement faite pour tout le monde, dit Me Lemay. Avant, seulement les élites y avaient accès, maintenant tout le monde doit y aller. Les jeunes hyperactifs qui auparavant excellaient dans les champs se retrouvent enfermés dans une classe. Ça me fait penser à *La fortune de Gaspard*, de la comtesse de Ségur: un paysan décidait que ses deux fils le deviendraient aussi, ce qui rend très malheureux le fils qui aimait l'école; puis il se revire de bord, et décide qu'ils iront tous deux à l'école, ce qui rend malheureux le fils qui aimait les champs.»

Des enseignants armésUne autre école texane, à Harrold dans le nord rural de l'État, a flirté cet été avec la controverse. La commission scolaire a décidé d'autoriser les enseignants à porter des armes cachées sur eux durant les cours, dans le but d'éviter des tragédies comme la fusillade de Columbine au Colorado en 1999. «Nos parents ne veulent pas que leurs enfants soient des poissons dans un bocal», a expliqué le directeur de la commission scolaire, David Thweatt, au *New York Times*. «Ils ne se font pas d'illusion: la police ne pourrait pas intervenir assez rapidement en cas de fusillade.» M. Thweatt a ajouté qu'interdire les armes à feu dans les écoles les rend plus invitantes pour les mécréants.

Le lundi 01 sept 2008

10 conseils de pros pour affronter la rentrée

[Nadielle Kutlu](#)

Cyberpresse

«Je veux pas aller à l'école aujourd'hui !», «J'aime pas ma maîtresse !», « Maman, j'ai des poux». Et oui, les vacances sont bel et bien terminées. Place aux péripéties de la rentrée ! Cyberpresse a interrogé une psy, une prof, une infirmière et une nutritionniste qui donnent des trucs simples pour faciliter le tourbillon de la rentrée.

1- Poser de questions

«Il faut prendre le temps de poser des questions aux enfants quand ils rentrent de l'école, leur demander ce qu'ils ont fait, ce qu'ils ont appris. Même si généralement les enfants ne seront pas portés à raconter leur journée et restent plutôt secrets, ils aimeront savoir que leurs parents s'intéressent à leur quotidien à l'école », explique la psychologue en milieu scolaire, Mary Kilicci.

2- Être positif

Il faut aussi éviter de montrer à l'enfant qu'on est en conflit avec l'école ou avec le professeur. Si l'enfant voit et sent que sa mère est positive face à l'école, il sera naturellement porté à l'être aussi. Il vaut mieux dire à l'enfant : «elle est gentille ta maîtresse », «c'est bien ce qu'elle dit», plutôt que de dire «elle n'a pas raison».

Enseignante au primaire à la Commission scolaire de Montréal, Geneviève Lapointe abonde dans le même sens. «Le mot-clé c'est d'être positif. Les enfants vont souvent vivre le stress des parents. Si le parent arrive dans la cour d'école en montrant son mécontentement à l'enseignante, l'enfant aura déjà une dent contre l'école.»

3- Le calendrier à la rescousse !

Que faire si notre enfant refuse d'aller à l'école le matin ? « Il faut être très concret dans ses explications. On peut lui montrer le calendrier et lui pointer qu'aujourd'hui on est lundi, c'est jour d'école comme c'est jour de travail pour maman et papa. On lui montre sur le calendrier qu'on n'est pas samedi ou dimanche, jours de congé», explique Mary Kilicci.

4- Vive la routine !

«Une fois à la maison, c'est important d'établir une routine. Par exemple, la collation, les devoirs, le souper et le bain. Toujours dans le même ordre. Aménager un coin pour les devoirs aidera aussi l'enfant, souligne Geneviève Lapointe. Il ne faut pas oublier de respecter la fatigue de l'enfant, 30 minutes de devoir, c'est déjà beaucoup. »

5- Se faire des amis

« Les amis sont aussi très important pour l'enfant, poursuit Mary Kilicci. On peut inscrire ses enfants à des cours



Agrandir

Photo archives, La Presse

parascolaires, c'est souvent là qu'ils se font des amis et s'amusent ». Si on sent que notre enfant est rejeté ou s'intègre mal, la meilleure solution consiste à en parler à l'enseignant.

6- Une boîte à lunch nutritive

pour l'enfant ?

Avec le retour des classes, le casse-tête de la boîte à lunch refait aussi surface. Que faire pour que ce soit à la fois simple à préparer pour les parents mais bon et nutritif

« Il faut préparer une boîte à lunch nourrissante et non pas remplie de sucreries et de gâteries. Si on met un muffin, une barre de chocolat et des légumes, il y a de fortes chances pour que l'enfant ne touche pas aux légumes », explique la nutritionniste Josée Thibodeau, auteure des livres *Du nouveau dans la boîte à lunch*, et *Fruits et légumes à croquer*.

7- Ne pas oublier les protéines

Elle ajoute qu'il faut privilégier la variété des aliments et ne pas oublier de penser aux protéines. « La tranche de jambon dans le sandwich ne contient pas assez de protéines et ne permettra pas de garder un esprit alerte pour le reste de l'après-midi », souligne Josée Thibodeau.

Le poulet, le poisson ou encore le tofu sont à privilégier. On peut rajouter un morceau de fromage ou encore du yaourt. Pour des légumes plus appétissants, on peut ajouter une trempette.

À ne pas oublier : les produits laitiers, un lait au chocolat peut aussi faire l'affaire.

8- Un dessert attirant



Comme dessert dans la boîte à lunch, pourquoi pas des fruits colorés au lieu d'une simple pomme ?

Photothèque La Presse

Pour le dessert, une pomme n'est pas ce qu'il y a de plus attirant.

On peut mélanger plusieurs fruits comme des mangues, des mures, des fraises et faire une salade de fruits colorée au *look* appétissant.

À ne pas faire : essayer de nouvelle recette avec la boîte à lunch.

9- Prévenir et se débarrasser des poux !

Avec le retour des classes, les enfants ont plus de chance d'attraper des microbes et... des poux. Si vous recevez une lettre à la maison qui signale qu'il y a des poux à l'école, ou que votre enfant se gratte toujours la tête, pas de panique !

D'abord, ce n'est pas parce qu'un enfant ne se lave pas assez souvent qu'il attrape des poux, rappelle Manon Chiasson, infirmière chez Info-Santé. Et un shampoing régulier ne permettra pas d'éliminer les poux.



Les poux ou les lentes (les œufs) sont des parasites contagieux, mais qui ne sautent pas comme beaucoup de personnes ont tendance à la croire. Ils se transmettent facilement par le contact direct de cheveux à cheveux ou via un objet qui a touché les cheveux, comme une brosse, une casquette, un élastique.

À l'aide d'un peigne fin, pour voir les poux ou les lentes, on sépare bien les cheveux.
Photo archives, La Presse

«Les enfants ont tendance à être plus affectueux entre eux et à échanger leurs choses, alors le risque d'attraper les poux augmente », souligne l'infirmière.

Pour savoir si l'enfant a des poux, d'abord, on fait une vérification à l'aide d'un peigne fin, au niveau du cuir chevelu, en s'assurant d'éclairer le haut de la tête. Les lentes prennent 4 à 10 jours avant d'éclore.

Blanc-gris et ovales, on les voit facilement à l'œil nu. Les poux, plus grisâtres, mesurent 2 à 4 millimètres et se déplacent très rapidement. La vie des poux varie de 20 à 30 jours. Des shampoings chimiques (ex : Nix) spécialisés et efficaces se vendent sur le marché. Il n'est pas nécessaire d'aller consulter un médecin.

Si une personne de la famille est atteinte, il est préférable que le reste des membres procèdent à une vérification. Et pour prévenir ce genre de situation, mieux vaut aviser l'enfant de ne pas partager des objets qui entrent en contact avec les cheveux.

10- Le retour à la maison en sécurité



[Agrandir](#)

Photo archives, La Presse

Alors que beaucoup d'enfants retournent à la maison à pied, les parents doivent s'assurer que les enfants se déplacent de façon sécuritaire, rappelle SécuritéJeunes Canada. Car c'est sur l'heure du retour de l'école, entre 15h et 18h, que la plupart des accidents se produisent.

Chaque année, alors qu'ils se déplacent à pied, 30 enfants sont tués et 2400 sont blessés, selon SécuritéJeunes Canada. Il est donc important de répéter quelques règles de base aux enfants comme de regarder à gauche, regarder directement l'intersection, puis à droite. Traverser à une intersection, avec un brigadier si possible. Et souligner aux enfants que les voitures stationnées peuvent bloquer la vue d'un conducteur.



Des conseils, des trucs et des suggestions sur



Sécurité

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Aller à l'école en toute sécurité

De nouveau, le Conseil canadien de la sécurité demande aux parents et gardiens d'inculquer à leurs enfants les règles de sécurité pour le voyage à l'école. Prenez le temps de connaître ces règles et enseignez à vos enfants les façons sécuritaires de partager la route, en autobus, en voiture, à bicyclette ou à pied.



Déplacements en autobus scolaire

Une recherche menée par Transport Canada démontre que les déplacements en autobus scolaires constituent la méthode de transport la plus sécuritaire et ces 16 fois plus qu'en voiture familiale par passager et kilomètre parcouru.

Malgré cette excellente fiche de sécurité, des incidents peuvent se produire lorsque les enfants se déplacent en autobus scolaire. Mais les collisions à l'extérieur des autobus sont plus fréquentes, notamment par collision avec l'autobus lui-même ou avec d'autres véhicules.

Les parents et gardiens doivent savoir qu'ils sont responsables de leurs enfants jusqu'à ce qu'ils entrent dans l'autobus et dès qu'ils en sortent. Ainsi, un adulte

doit toujours être sur place pour accompagner les jeunes passagers à l'entrée et à la sortie de l'autobus, du même côté de la rue où s'arrête l'autobus.

Voici quelques conseils à transmettre à vos enfants pour leur assurer des déplacements sécuritaires.

À l'extérieur de l'autobus, les enfants doivent :

Arriver à l'arrêt d'autobus déterminé cinq minutes avant l'heure prévue d'embarquement. Ne pas s'aventurer hors de la trajectoire ni commettre des bêtises. Si un enfant manque l'autobus, il doit retourner à la maison ou en informer un enseignant s'il est à l'école. Ne jamais accepter de monter avec un étranger. Se rendre visible à la noirceur pour aller à l'autobus et en revenir. Porter des rubans réflecteurs ou prendre tout autre moyen pour être vu des automobilistes. Attendre l'arrivée de l'autobus à une bonne distance de la route et demeurer en retrait jusqu'à ce que l'autobus se soit arrêté et que la porte soit ouverte. Tenir la main courante pour monter et descendre de l'autobus. Une fois dehors, s'écarter de deux grands pas. S'il faut marcher devant l'autobus, aller trois mètres devant (10 très grands pas). Le chauffeur doit être en mesure de voir ceux qui traversent et il leur fera signe lorsque le passage sera sécuritaire. Traverser à la file indienne. Ne jamais rien ramasser par terre à l'extérieur de l'autobus. Demander au chauffeur ou à un adulte de le faire. Aller directement à la maison, sans détour. Connaître quelques endroits sécuritaires où aller en cas d'urgence sur le chemin de retour à la maison.

À l'intérieur de l'autobus, les enfants doivent :

Ne jamais courir, pousser les autres, crier, lancer des objets ni se bousculer autour de l'autobus. Ne rien sortir par les fenêtres, surtout pas les bras ni la tête. S'asseoir tout de suite prestement à sa place, face vers l'avant. Placer les sacs sous les sièges. Éviter de faire trébucher les autres en laissant un sac ou le pied dans l'allée. Ne pas se lever avant que l'autobus se soit immobilisé à destination. Parler à voix basse pour ne pas distraire le chauffeur. Attendre à l'école ou à la maison pour manger sa collation ou son repas. Il y a danger de s'étouffer avec la nourriture. Le chauffeur pourrait ne pas pouvoir intervenir en urgence.



- [1](#)
- [2](#)
- [page suivante](#)

Les associations étudiantes discutent des enjeux sur l'éducation en français



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 2 septembre 2008 à 8:14

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Des représentants des associations étudiantes francophones et bilingues de la province se sont récemment rencontrés à l'Université d'Ottawa afin de discuter des enjeux de l'éducation en français.

Provoquée par la récente mise sur pied du Continuum d'apprentissage en langue française, en septembre 2007, une initiative du ministère de l'Éducation de l'Ontario et du ministère de la Formation, des Collèges et des Universités, les associations étudiantes se sont rassemblées afin que les étudiants des institutions postsecondaires soient représentés et aient une voix.



Celles-ci collaboreront à l'élaboration d'une nouvelle politique en matière d'éducation postsecondaire en français.

Jusqu'à présent, une table communautaire a été créée ainsi que des comités locaux dans chacune des institutions. Les étudiants seront questionnés sur les enjeux de l'éducation en français, cet automne.

Une autre rencontre entre les associations étudiantes est prévue en janvier pour revenir sur le travail de consultation, qui sera présenté aux ministères.

Par la suite, les associations pourront identifier les besoins de la communauté et passer aux prochaines étapes.

«Par exemple, si on nous parle de l'accessibilité aux études en français ainsi que de la rétention des élèves francophones dans les écoles francophones, on va pouvoir proposer des solutions», indique la vice-présidente aux finances de la Fédération étudiante de l'Université d'Ottawa, Roxanne Dubois.

Les associations souhaitent, entre autres, améliorer l'accès aux programmes en français, augmenter leur nombre et leur qualité.

Lors de la rencontre, des représentants de l'Association des étudiantes et étudiants francophones de

l'Université Laurentienne, de l'Association des étudiants aux études supérieures de l'Université Laurentienne, de l'Association des apprenantes et apprenants du Collège Boréal, de l'Association des étudiants du Collège Glendon, de l'Association étudiante de la Cité collégiale, de l'Association des étudiants diplômés de l'Université d'Ottawa ainsi que de la Fédération étudiante de l'Université d'Ottawa étaient représentés.

Briser les barrières et bâtir un environnement inclusif **À la base d'un forum du Conseil de planification sociale d'Ottawa**



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 2 septembre 2008 à 8:12

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Le Conseil de planification sociale d'Ottawa tenait, la fin de semaine dernière, un forum sur l'«inclusivité» d'Ottawa, *Équité pour tous*, qui réunissait des membres des communautés ethnoculturelles, au Centre Bronson, à Ottawa. Le Conseil a par la même occasion, dévoilé un rapport sur les communautés au sein de la ville.

Le forum avait pour but de revenir sur le rapport et de permettre aux gens de constater son contenu.

Le rapport identifie trois éléments pour améliorer le sort des minorités visibles et ethniques. Il propose d'apporter plus de support aux personnes et aux communautés qui vivent l'exclusion; de bâtir des environnements inclusifs et rehausser les capacités des infrastructures de la communauté pour être plus inclusive.

Le forum était également l'occasion d'inciter les immigrants à s'engager politiquement ou civilement.

«Nous croyons que si nous ne sommes pas engagés politiquement ou civilement, nous ne sommes pas vraiment des membres égaux dans la société», indique la vice-présidente du Conseil de planification sociale d'Ottawa, Haiyan Zhang.

Il s'agissait d'une perspective nouvelle pour l'organisme puisqu'habituellement il est question du plan économique et de la pauvreté.

L'organisme souhaite maintenant créer une coalition pour répondre à la demande des communautés qui souhaitent partager et apprendre ensemble.

La vice-présidente donne en exemple qu'«ils (les immigrants) sont peut être atterris, mais ils ne sont pas vraiment arrivés».



Une vingtaine de personnes ont pris part au forum sur l'«inclusivité» d'Ottawa, organisé par le Conseil de planification sociale d'Ottawa, la fin de semaine dernière. Photo : Kristina Brazeau

En effet, ils sont intimidés de faire du bénévolat dans la communauté, même s'ils s'entraidaient dans leur pays, selon Mme Zhang, puisque c'était non existant.

L'«inclusivité» représente donc un défi de taille pour l'organisme.



Le mercredi 03 sept 2008

***Listeria*: la hausse des cas ne date pas d'hier**

[Tommy Chouinard](#)

La Presse

Québec

Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation a constaté une hausse du nombre d'aliments contaminés à la bactérie *Listeria* au Québec bien avant les rappels récents de viande Maple Leaf et de certains fromages. Ses inspecteurs ont trouvé trois fois plus de produits contaminés en 2007 que l'année précédente.

Selon son plus récent rapport, le Laboratoire de santé publique du Québec a reçu l'an dernier du Ministère 60 échantillons d'aliments contaminés à la *Listeria*, aussi bien de la charcuterie que des fromages. Le laboratoire n'avait trouvé cette bactérie que dans 20 produits envoyés par le MAPAQ en 2006, et 13 en 2005.

Même si le nombre d'aliments contaminés à la *Listeria* a grimpé en flèche, le MAPAQ n'a fait que deux rappels de produits - des fromages - en 2007. Les bactéries trouvées dans les aliments cette année-là n'étaient pas de la même souche, ce qui explique le faible nombre de rappels, a indiqué hier à *La Presse* Guy Auclair, directeur de la coordination des inspections au MAPAQ.

«Si on avait pu trouver le moindrement une souche commune de *Listeria*, on aurait fait un rappel. On a toute une équipe d'évaluation des risques. Et s'il n'y a pas eu de rappels, c'est qu'on n'était pas en mesure de le faire.»

Si le MAPAQ a fait trois rappels de fromages au cours des derniers jours, c'est que les bactéries *Listeria* étaient de la même souche, le pulsovar 93, a-t-il souligné.

Guy Auclair a du mal à expliquer l'augmentation du nombre d'aliments contaminés à la *Listeria* depuis l'an dernier. «C'est sûr qu'on se pose des questions. On fait des investigations», a-t-il affirmé.

Ni le MAPAQ ni le Laboratoire de santé publique n'ont précisé le nombre de produits contaminés à la *Listeria* qu'ils ont trouvés depuis le début de l'année.

Aucun nouveau cas de listériose n'a été signalé par le ministère québécois de la Santé au cours du long week-end de la fête du Travail. Quarante-sept cas ont été répertoriés depuis le début de l'année. Neuf décès sont liés à cette maladie.

Le ministre reste prudent

«Actuellement, on trouve que la situation évolue bien. Mais je suis quand même très prudent. Car demain matin, on peut avoir deux nouveaux cas, surtout que la période d'incubation de la bactérie est très longue» (70 jours), a affirmé le ministre de la Santé, Yves Bolduc, à l'entrée d'une réunion du Conseil des ministres.

Le mardi 02 sept 2008

Toutes les langues du monde grâce au Web

Joëlle Chagnon et Isabelle Laporte

La Presse

Collaboration spéciale

«J'ai pris des cours d'anglais dans un institut, mais on n'y intégrait pas assez de pratique courante», déplore Mireille Richard. L'intervenante en toxicomanie de 58 ans s'est donc tournée vers le site MyLanguageExchange.com, une communauté d'échange linguistique qui jumelle des personnes désireuses d'apprendre la langue de l'autre. Les membres communiquent entre eux par courriel, par messagerie instantanée ou par Skype (téléphonie internet).

Il faut toutefois patienter plusieurs mois, car n'échange pas qui veut! Seuls les membres prêts à payer 6\$ par mois peuvent joindre un autre membre. Ceux qui ne paient pas ont donc intérêt à se présenter sous un jour enviable! «La première impression est très importante. Plus on a l'air d'une personne dynamique, qui a envie d'apprendre ou même d'aider quelqu'un, meilleures sont nos chances», explique Isabelle Michaud, une étudiante de 18 ans qui «échange» son français contre du suédois.

Les échanges linguistiques stimulent les habiletés de conversation et permettent d'apprendre des termes familiers peu enseignés dans les salles de cours. Mais encore faut-il avoir envie de les connaître... «Je voulais apprendre l'anglais, pas le slang», raconte Mireille Richard. Certains partenaires m'ont appris des expressions dont je n'oserais pas me servir au quotidien, maintenant que j'ai vérifié leur signification!»

Tout dépend donc de la personne sur qui on tombe. Deux personnes ont permis à Mme Richard d'apprendre beaucoup en peu de temps. Avec d'autres, l'expérience a été moins concluante, dit-elle.

Aucun déplacement

Ceux qui veulent s'assurer un enseignement de qualité peuvent se rabattre sur le tutorat en ligne. Myngle.com propose des leçons supervisées par un tuteur qui se trouve... quelque part dans le monde! Grâce à un logiciel doublé d'une webcam, le tuteur vous observe (et vous entend!) travailler à distance, et vous corrige en direct.

Pour un tarif horaire de 15 (environ 24\$), vous pouvez acheter vos leçons à la pièce tout en profitant des avantages du web: pas de déplacement, pas d'horaire fixe. En cas d'insatisfaction, vous «magasinez» simplement un nouveau tuteur.

Si les rencontres virtuelles vous déplaisent, optez pour Meetup.com, un site qui permet aux gens qui partagent les mêmes intérêts et habitent la même région de se rencontrer en personne. La section montréalaise de Meetup.com répertorie une vingtaine de groupes sous la rubrique «Langue et culture».

L'un d'eux est Parliamo italiano in Montreal, un groupe de conversation qui rassemble des amoureux de la langue italienne. Deux fois par mois, ses membres participent à des activités en lien avec la culture italienne. «Ce groupe n'a pas la vocation d'enseigner l'italien aux gens. Il permet de s'exercer à le parler et d'acquérir une plus

grande aisance à l'oral», explique Julie Vaillancourt, coordonnatrice du groupe. Le coût de l'adhésion à un groupe varie habituellement entre 0 et 5\$.

Certains groupes attirent autant des locuteurs natifs nostalgiques de leur pays que des gens désireux de s'initier à une nouvelle langue. Ces échanges sont susceptibles de déboucher sur d'autres occasions d'apprentissage: «On peut rencontrer des gens avec qui on aura éventuellement des échanges à deux», remarque Stephen Walsh, 38 ans, entrepreneur en informatique passionné des langues asiatiques et membre des groupes culturels coréen et japonais.

Il n'est d'ailleurs pas rare de voir des propositions d'échanges linguistiques sur les babillards des universités ou sur des sites de petites annonces comme Craigslist.com. Une autre façon «petit budget» d'apprendre une langue étrangère.

Pour autodidactes occupés

L'internet reste néanmoins l'option idéale pour les gens occupés, et il regorge de ressources gratuites (voir encadré). «Je suis une mère de famille, je travaille comme infirmière et je possède une ferme laitière. À la fin de la journée, pas question d'aller m'asseoir dans une salle de classe», raconte Dominique Leroux, 38 ans, qui apprend l'espagnol sur l'internet depuis peu.

De son côté, Josiane Doucet-Alarie, édimestre de 31 ans, perfectionne son allemand dans les transports en commun en écoutant des podcasts gratuits (aussi appelés baladoémissions) téléchargés grâce au logiciel iTunes. «La plupart n'exigent qu'une écoute passive. Il y a des petites mises en situation et on explique ensuite les mots et un peu de grammaire», note-t-elle. Des sites comme spanishpod.com et chinesePod.com proposent des podcasts plus complets pour le coût mensuel d'une soirée au cinéma.

Étudier en ligne de façon régulière requiert cependant une solide discipline personnelle. «Avec un prof, et surtout quand tu paies, tu te sens obligé de travailler. Il faut faire des exercices pour le prochain cours, car tu ne veux pas être le plus pourri de la classe», admet Joseph Sarr, 32 ans, étudiant à la maîtrise en administration, qui apprend tant bien que mal le chinois sur le site gratuit chinese-tools.com.

Pour Pierre La Rochelle, la difficulté relève plutôt de la nature statique des sites gratuits. «Ils sont complets, mais pas personnalisés. On attrape ce qu'on peut au vol», affirme ce médecin de profession. C'est pourquoi il s'est tourné vers l'apprentissage par courrier électronique. Gymglish.com lui envoie chaque matin, par courriel, une leçon de 10 minutes avec fichiers sonores et divers exercices de compréhension et de grammaire.

Lorsque M. La Rochelle renvoie ses exercices, Gymglish.com analyse ses points faibles et ajuste les leçons suivantes en conséquence. Le coût est raisonnable, estime-t-il: 23\$ par mois pour un abonnement d'un an, moins si l'abonnement est plus long. «Ça me permet d'étudier de façon continue et au moment de la journée qui me convient. Sans ça, je n'aurais pas la discipline nécessaire.»

Existe-t-il une méthode en ligne parfaite pour apprendre une nouvelle langue?

«Une langue ne s'apprend pas en suivant juste une piste, croit Stephen Walsh. Il faut s'appropriier le plus de méthodes possibles, car elles ont toutes leurs avantages.»

Apprendre une langue étrangère: vrai ou faux

1. On n'est jamais trop vieux pour apprendre une langue.

VRAI. Mais ça se corse en vieillissant! Les adultes ont souvent du mal à maîtriser les sons d'une langue seconde, surtout si elle s'apparente peu à leur langue maternelle. Idem pour la structure des mots, comme les déclinaisons indiquant le nombre et le genre. «Pour ce qui est de la syntaxe (la construction des phrases) et de la sémantique (le sens des mots), les adultes n'ont pas plus de difficulté que les enfants», souligne Lydia White, professeure titulaire à l'Université McGill et chercheuse en acquisition des langues secondes.

«Certains chercheurs pensent qu'il est impossible pour un adulte de maîtriser complètement une langue seconde. Je pense que ce point de vue est erroné. De nombreuses études ont prouvé que les adultes sont capables de maîtriser les propriétés très subtiles d'une langue seconde, au même titre que les enfants», précise-t-elle.

2. La connaissance d'une langue seconde, c'est comme la bicyclette: ça ne se perd pas!

FAUX. On peut «perdre» une langue. Une étude française a démontré que des enfants coréens adoptés à un âge aussi avancé que 10 ans ont fini par oublier totalement leur langue maternelle une fois installés en France.

Selon Lydia White, la connaissance d'une langue et la pratique de la bicyclette appartiennent à des catégories d'habiletés très différentes. Mais on n'a pas encore trouvé de réponses claires qui expliqueraient pourquoi un individu peut «perdre» une langue complètement, ajoute-t-elle.

3. Quand on connaît déjà deux langues, il est plus facile d'en apprendre une troisième et ainsi de suite.

VRAI. «Lorsqu'on apprend une deuxième langue, on adopte des stratégies d'apprentissage, on s'entraîne à être à l'affût des contrastes avec sa propre langue», explique Thomas Cobb, professeur de linguistique appliquée à l'UQAM. Alors, lorsque vient le temps d'assimiler une troisième ou une quatrième langue, on applique simplement des stratégies déjà acquises, ce qui facilite les choses.

Trucs et conseils pour faciliter l'acquisition d'une nouvelle langue

- D'après Thomas Cobb, professeur à l'UQAM, il faut trois ingrédients de base pour espérer être minimalement fonctionnel dans une nouvelle langue: maîtriser le système d'écriture (s'il y a lieu), connaître une centaine de mots de base (chiffres, couleurs, objets usuels) et se mettre en situation de communication forcée!

- Si vous êtes très visuel, vous pouvez mettre l'accent sur des exercices faisant appel à votre mémoire visuelle, mais évitez de vous en tenir à une seule modalité. Pour développer des méthodes d'apprentissage personnalisées, on a fait beaucoup de recherche visant à classer les apprenants par «type», relate M. Cobb. Cependant, les résultats n'ont pas été très concluants à ce jour. «C'est pourquoi on recommande des exercices variés (écriture, lecture, écoute, expression orale) qui marient théorie et pratique», dit-il.

- Le recours à des techniques capables d'aider la mémoire (la mnémonique) peut s'avérer utile pour améliorer son vocabulaire. Par exemple, on peut associer le mot à apprendre à un autre terme qui fait image et dont la sonorité est similaire. Ainsi, pour retenir que le mot «flèche» se traduit par le mot arrow en anglais, on peut penser à une flèche qui pénètre la chair (chair = flesh, mot qui sonne comme «flèche»).

- Pour ne pas perdre vos acquis, pratiquez-les souvent, que ce soit en regardant un film, en lisant un journal ou en discutant avec un locuteur de la langue.

Quelques bonnes adressesVoici quelques sites et outils technologiques qui facilitent l'apprentissage d'une nouvelle langue. Dans la plupart des cas, une connaissance rudimentaire de l'anglais est recommandée, car les explications sont souvent présentées dans cette langue. Toutes les approches ne conviennent pas à tout le monde. Magasinez!

Échanges linguistiques

mylanguageexchange.com

babbel.com

xlingo.com

livemocha.com

meetup.com

Quelques méthodes et ressources en ligne

radins.com/gratuits/services/cours-gratuits/cours-langues (répertoire)

myngle.com (tuteur en ligne)

gymglish.com (anglais)

bbc.co.uk/languages (langues majeures)

fsi-language-courses.com (34 langues différentes)

espagnolfacile.com

italien-facile.com

allemandfacile.com

chinese-tools.com (chinois)

Podcasts

Logiciel iTunes, section "podcasts" (répertoire)

word2word.com/podad.html (répertoire)

spanishpod.com (espagnol)

chinesepod.com (chinois)

italianpod.com (italien)

learnitalianpod.com (italien)

eslpod.com (anglais)

Les 10 langues les plus parlées dans le monde **Langue / Nombre de locuteurs**

1 Chinois (mandarin) / 882 millions

2 Espagnol / 325 millions

3 Anglais / 312-380 millions

4 Arabe / 206-422 millions

5 Hindi / 181 millions

6 Portugais / 178 millions

7 Bengali / 173 millions

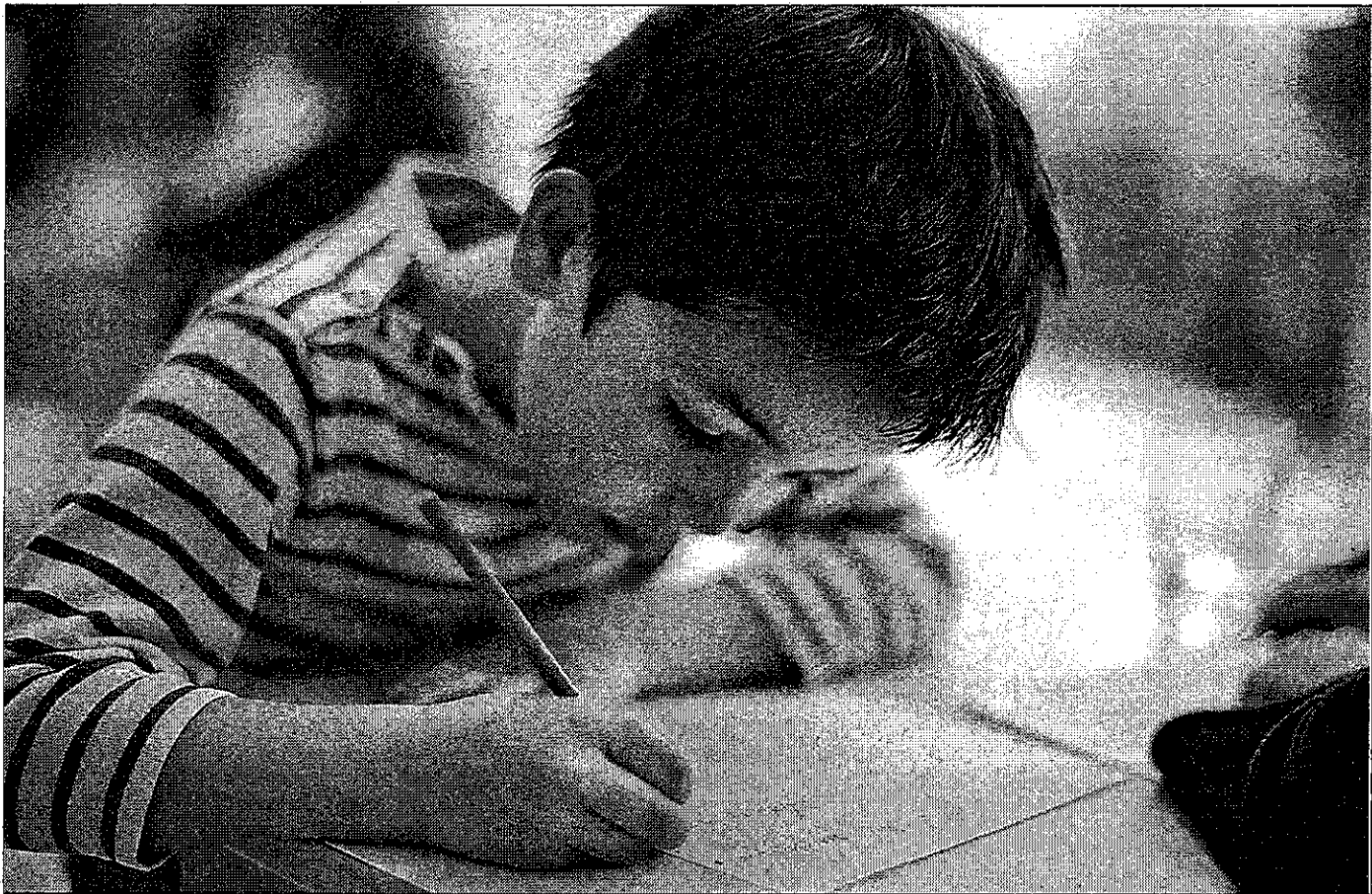
8 Russe / 146 millions

9 Japonais / 128 millions

10 Allemand / 96 millions

Source: CIA World Factbook et autres sources

WHAT DO YOU WANT TO BE WHEN YOU GROW UP?



CNW GROUP/ALTANA PHARMA INC.

When it comes to career planning, the sooner students start the better, says a report by Canadian Policy Research Networks. Canadian schools are letting students down, the study says, because most lack a coherent plan to promote career development.

Grade 6 isn't too early to start planning a career

Schools must get students thinking about future sooner, think-tank says

BY MEAGAN FITZPATRICK

As students head back to class, a report warns that schools are not doing enough to help prepare them for their future careers.

The study by the think-tank Canadian Policy Research Networks, covering a range of school-to-work transition issues, suggests that planning can be too little and too late in many schools.

"We're not doing enough by way of preparing our youth to plan their learning choices and careers," Ron Saunders, the report's author, said in an interview ahead of its release today. "We need to provide better career-planning skill development, as well as information to young people, earlier."

The study emphasizes that early intervention is key and it recommends introducing career-planning initiatives as early as Grade 6.

While that may seem young, Mr. Saunders says you can start talking to children at that age about the different paths open to them and the apti-

tudes associated with those disciplines.

Mr. Saunders said it's not enough just to make information available — students have to be taught what to do with it and how it relates to them. They need the skills to use the information in order to make certain choices along the way, he said.

Having employers speak to students, offering co-operative programs and initiatives that connect students with the labour force have proven successful, the report found.

Career development programs are important, according to the think-tank, because they help reduce dropout rates, motivate more students to pursue post-secondary education, inspire people to consider non-traditional careers — women seeking trade jobs, for example — and help students find jobs that match their talents.

Few schools provide adequate career services, the report says, and a widespread and coherent system simply doesn't exist.

Because education falls under provincial jurisdiction, the think-tank calls on the provinces to integrate career planning into the curriculum.

"You get the odd school board that has taken leadership on this, or the odd pilot project. There doesn't seem to be much effort to identify best practices and scale them up and make them widely available," Mr. Saunders said. "Some provinces are starting, but certainly there's hardly anybody who seems to have a comprehensive career-planning curriculum strategy in place."

Some strategies are too heavily focused on setting students on an academic path toward university and fail to present other options such as vocational paths that would lead to careers in skilled trades, for example, the report said.

Vocational courses in Canadian high schools were largely decimated in the 1970s and 1980s, the report's author said, but now there is a growing recognition that they need to be brought back.

Schools are making progress on that front, the report found, but more attention needs to be paid to revitalizing those options and to forging

employer-school relationships in order to expand co-operative programs.

The think-tank also recommends that schools offer more dual-credit programs in which students can earn high school and post-secondary credits at the same time.

Choosing courses in high school and deciding what to do after graduation can be stressful, the study says.

Students worry they may set off on one path and be stuck on it, or will have to start over if they want to try a different one. Making it easier for students to change their minds is also an area that needs improvement, the report found.

Mr. Saunders said better bridges need to be built between programs, in high school and at post-secondary levels, "so when (students) do need to change, (they) don't suffer a lot of penalties for changing paths."

Building a better career-preparation system will take commitment from governments, educators, employers and unions, so young people can find rewarding jobs and contribute to the economy, the report concludes.

CANWEST NEWS SERVICE

College workers strike averted

Tentative deal reached last night; classes to start as scheduled

BY LAURA DRAKE

A potential provincewide strike of college support workers was averted last night after a tentative deal was reached in negotiations between the workers' union and the council representing Ontario's 24 colleges.

"We're thrilled that college students across the province and obviously here at Algonquin will be able to come to class on Tuesday without disruption, which means it's a good day," said Doug Wotherpoon, Algonquin College's executive director of advancement.

Roughly 7,000 workers, including staff in registrars' offices, libraries and student services, as well as tech assistants, food service workers and student counsellors, would have been in a position to strike today, the day after the current collective agreement expired.

A strike vote in July garnered a 69-per-cent mandate from union members in advance of bargaining between the Ontario Public Service Employees Union, which represents the workers, and the College Compensation and Appointments Council for the province. A spokesperson for the council said details of the agreement could not be discussed, since union members have yet to vote on it. The vote, to be conducted by the Ministry of Labour, will be held in the future.

The two sides bargained all weekend in Toronto before coming to the tentative agreement.

Algonquin College has about 480 union support workers between its Woodroffe Avenue, Pembroke and Perth campuses. About 200 members of the union also work at La Cité collégiale, Ottawa's French-language community college, which is located on Aviation Parkway.

Both colleges had contingency plans in the event of a strike, which are now no longer needed.

College support workers have not hit the picket line since 1979.

In 2006, an Algonquin faculty strike lasted from March 7 to March 25.

WITH FILES FROM JOANNE LAUCIUS AND DAVE ROGERS



Wednesday » September
3 » 2008

Be happy with \$90,000 a year, McGuinty tells teachers

Union blasts premier for negotiating contract in public

Lee Greenberg

The Ottawa Citizen

Wednesday, September 03, 2008

TORONTO - A deal that will raise the average Ontario elementary school teacher's wage above \$90,000 is a "reasonable" offer that teachers should accept, Premier Dalton McGuinty said yesterday as he downplayed concerns of a potential work stoppage in some of the province's schools.

Mr. McGuinty said the contract, which calls for three-per-cent annual hikes over the next four years, is especially appealing "in the context of rough economic seas."

"And I think it behooves teachers to accept what I think is a very reasonable offer (from) a government that's more than prepared to work with them and find ways to improve the quality of learning in all our schools," he told reporters at a high school in Pickering where he ushered in the first day of a new school year.

Teachers' contracts formally expired on Aug. 31 and most unions are in the process of negotiating new ones.

The Elementary Teachers' Federation of Ontario, a union representing roughly 73,000 teachers, has taken an increasingly hard line and is currently refusing to sit down with the government.

The group is arguing for an additional \$900 million in funding for its pupils, complaining that high schools are much better funded. It seeks guarantees that the province will hire more teachers in the Grade 4 to Grade 8 years as well as more teacher-librarians, guidance counsellors and science and technology teachers.

David Clegg, president of the powerful union, yesterday bristled at Mr. McGuinty's remarks. He said he would have preferred Mr. McGuinty keep his comments to himself.

"In fact, that's the problem that is unfolding here, that the government is trying to negotiate in the public sphere," he said in an interview.

He is also upset that Education Minister Kathleen Wynne has set what he sees as an artificial negotiating deadline of Nov. 30.

"(Issuing) an ultimatum is absolutely the wrong thing to do to try to bring around peace and stability, which seems to be their mantra," said Mr. Clegg.

"And we have no intention of going back to the negotiating table as long as there are ultimatums and threats hanging over us," said Mr. Clegg.

Elementary school teachers in Ontario earn an average \$80,392 in salary and benefits, according to the ministry of education. Secondary school teachers earn slightly more, an average of \$83,543.

With the wage increases on offer, the average elementary school teacher's salary will rise to \$90,481 in four years.

"The salaries are very, very good at the end of this agreement," Ms. Wynne said yesterday, insisting she and her boss, Mr. McGuinty, had "absolutely not" chosen to visit a high school to avoid a potentially frosty reception at an elementary school.

But Mr. Clegg said his group's fight is not solely about wages. Rather, he wants the McGuinty Liberals to guarantee further spending hikes like the kind made during their first term in office.

"There's just no way that we're going to sign a collective agreement on a long-term basis that doesn't address this fundamental inequity," said Mr. Clegg.

The framework agreement, an across-the-board deal offering teachers a 12-per-cent increase over four years, has already been accepted by Catholic and French school teachers. The government has scheduled talks with the Ontario Secondary School Teachers' Federation for later this month.

Elementary teachers, who last held a major strike in Hamilton in 2000, are the lone group abstaining from talks.

Nevertheless, Mr. McGuinty yesterday said he was confident a strike would be avoided.

"I'm confident that we can avoid any stoppage of school," he said. "I remain very confident in teachers' commitments to ensuring they do everything they need to do to look out for the interests of our kids."

"We have a warm working relationship, we have a good working relationship," Ms. Wynne said, referring to the various unions. "And I believe we are going to be able to build on that and we're going to be able to get a resolution."

© The Ottawa Citizen 2008

CLOSE WINDOW

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.
CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.